



LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

France - Algérie : appel à la raison

Samedi 11 janvier 2025

Bruno Retailleau puis Jean-Noël Barrot et Gerald Darmanin, membres du gouvernement français, Gabriel Attal, président de Renaissance mais aussi de nombreux députés à droite et à l'extrême-droite, font actuellement assaut de propos d'une hostilité peu commune envers l'Algérie. Ces propos font suite à l'expulsion d'individus de nationalité algérienne, résidents en France, qui ont tenu des propos ineptes ou haineux sur des réseaux sociaux. Le refus de l'Algérie d'admettre un de ces expulsés sur son sol est désormais présenté par les ministres Retailleau et Barrot comme une "escalade".

Nous souhaitons adresser un appel solennel à la raison et à la modération au gouvernement français. Nous rappelons au gouvernement un principe de base, celui de la proportionnalité des réactions dans son approche diplomatique. Le dialogue avec l'Algérie doit se tenir dans le respect de la souveraineté des Etats et des conventions bilatérales et internationales qui nous engagent. Notre gouvernement ne saurait expulser à renfort de communication des personnes qui n'ont pas même comparu devant un juge.

À cet égard, nous rappelons au gouvernement que le respect est dû aux droits des communautés française ou algérienne installées dans l'un ou l'autre pays. Ces droits ne peuvent être l'objet d'une surenchère politique appelant à des sanctions aussi inutiles que dangereuses. L'influence de la France dans le monde ne gagnera pas à ce mauvais scénario. Au contraire, la « crise des visas » ouverte avec l'Algérie, le Maroc et la Tunisie en septembre 2021 avait porté un tort considérable à notre image et nos intérêts.

Nous conjurons le gouvernement français, les ministres, leurs soutiens politiques explicites ou tacites à ne pas se rabaisser à une triste politique spectacle en polémiquant par médias interposés, compliquant la tâche de notre diplomatie, de la justice, méprisant la sécurité et les droits des Français établis en Algérie ou des Algériens installés en France.

Nous demandons à ce que le Président de la République et le Premier Ministre clarifient instantanément la ligne diplomatique de la France à l'égard de l'Algérie et écartent ces appels à sanctions visant les délivrances de visas, les accords bilatéraux, ou les relations diplomatiques.

Enfin nous demandons au gouvernement algérien, dans le respect de sa souveraineté, de considérer un geste d'humanité envers M. Boualem Sansal eu égard à sa situation médicale en le libérant.



LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Cette mansuétude n'est sans doute pas la vertu sur laquelle la France a appuyé sa politique passée envers le peuple algérien. Néanmoins nous sommes soucieux que l'apaisement et le respect puissent mettre la relation entre la France et l'Algérie sur le chemin que trace nos intérêts communs.

Karim Ben Cheïkh

Député de la 9ème circonscription des Français établis hors de France

Sabrina Sebaihi

Députée de la 4e circonscription des Hauts-de-Seine

Pouria Amirshahi

Député de la 5e circonscription de Paris

Philippe Brun

Député de la 4e circonscription de l'Eure

Fatiha Keloua-Hachi

Députée de la 8e circonscription de Seine-Saint-Denis

Dieynaba Diop

Députée de la 9e circonscription des Yvelines

Elsa Faucillon

Députée de la 1ère circonscription des Hauts-de-Seine

Soumiya Bourouaha

Députée de la 4e circonscription de Seine-Saint-Denis

Jean-Paul Lecoq

Député de la 8e circonscription de Seine Maritime